

10ÈME FORUM MONDIAL DE L'EAU, BALI

18-25 MAI, 2024



THE BUTTERFLY EFFECT

LA COALITION DE L'EFFET PAPILLON RAPPELLE À LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE SES ENGAGEMENTS ET APPELLE À UNE ACTION URGENTE POUR FAIRE FACE À LA CRISE DE L'EAU !

Le besoin pressant de résoudre la crise mondiale de l'eau n'a jamais été aussi évident. Malgré un plaidoyer continu et des appels à l'action, les principales demandes de l'Effet Papillon – une coalition de la société civile regroupant plus de 150 ONG/OSC dans le monde – restent sans réponse, alors même que la crise s'aggrave. À l'approche de processus mondiaux importants tels que le 10e Forum mondial de l'eau à Bali et les prochaines conférences des Nations unies sur l'eau en 2026 et 2028, il est impératif que les États et la communauté internationale reconnaissent la gravité de la situation et agissent rapidement. La crise mondiale de l'eau exige une attention immédiate, car le XXIe siècle sera "bleu" ou ne sera pas. Les enjeux sont importants et il est temps de prendre des mesures significatives !

La coalition de l'Effet Papillon réitère cinq demandes politiques essentielles aux États et à la communauté internationale :

UNE VOLONTÉ POLITIQUE PLUS FORTE

Pour renforcer la volonté politique, nous demandons que des mesures soient prises aux niveaux national et international. Les États doivent donner la priorité à l'eau dans les politiques publiques, en inscrivant les droits de l'homme à l'eau et à l'assainissement dans la législation et la réglementation, tout en renforçant la transparence et la responsabilité grâce à de meilleurs mécanismes de notification, afin d'atteindre l'objectif de développement durable n° 6 d'ici à 2030.

En outre, nous appelons la communauté internationale à déclarer la crise mondiale de l'eau à l'ONU et à reconnaître l'eau comme un bien commun, nécessitant une gestion démocratique et collective pour atténuer l'impact des activités humaines irresponsables.

AMÉLIORATION DE LA GOUVERNANCE DE L'EAU

Pour renforcer la gouvernance de l'eau, il est impératif de prendre des mesures globales pour relever les défis du secteur eau-assainissement-hygiène (EAH). La gouvernance doit donner la priorité à l'intégrité, à l'équité et à la transparence, en impliquant les citoyens et les parties prenantes dans les différents secteurs. Reconnaisant l'interconnexion de l'eau avec l'assainissement, le climat, la santé, l'alimentation et d'autres domaines critiques, les cadres de gouvernance doivent être solides et intégrés.

Nous appelons chaque État à adopter des cadres législatifs et des stratégies nationales solides, à élaborer des plans de gestion des risques liés à l'eau et à promouvoir la gestion intégrée des ressources en eau au niveau du bassin ou au niveau local. La collaboration entre les ministères concernés est essentielle pour aligner les politiques et faire face aux crises écologiques et sociales. Reconnaisant le rôle crucial des autorités et des communautés locales, les efforts devraient se concentrer sur le renforcement des capacités.

En outre, la mise en place de systèmes accessibles de collecte de données et de suivi, la réglementation de tous les acteurs et la protection juridique des droits de l'homme et des défenseurs de l'environnement sont essentielles pour une gouvernance efficace.

ENGAGEMENT DES CITOYENS ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Pour favoriser la participation et l'engagement actifs des citoyens, il est essentiel de procéder à des changements systémiques afin de surmonter les obstacles existants.

Le manque de volonté politique et l'insuffisance des cadres institutionnels entravent souvent l'implication des citoyens dans les politiques liées à l'eau. En outre, les individus et les organisations de la société civile sont confrontés à des défis en raison de ressources et de mécanismes de coordination limités.

Nous demandons à chaque État d'intégrer urgemment des dispositions relatives à la participation des citoyens dans les cadres juridiques et administratifs, afin de garantir des processus décisionnels inclusifs et éclairés.

Nous demandons par ailleurs à toutes les parties prenantes de respecter le principe de "Ne laisser personne de côté", en garantissant l'accès universel à l'eau potable, à des installations sanitaires adéquates et à l'hygiène pour tous, en mettant particulièrement l'accent sur les populations marginalisées et vulnérables.

Il est essentiel de mettre en place des outils permettant une participation efficace de la société civile, notamment des espaces de partage d'informations et de dialogue. Les États devraient soutenir les organisations de la société civile en leur fournissant des ressources et en facilitant les efforts de coordination et de mobilisation. Il est indispensable de prendre des mesures pour assurer une représentation équitable des femmes, des jeunes et des populations autochtones dans les organes de décision. Investir dans le renforcement des capacités et la formation professionnelle de ces groupes est essentiel pour une participation significative.

Au niveau international, il est impératif de reconnaître le droit de participation des ONG et des acteurs locaux à l'élaboration des politiques internationales en matière d'eau et d'assainissement.

DES ENGAGEMENTS FINANCIERS SOLIDES ET TRANSPARENTS

Le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène est confronté à un sous-financement important qui nécessite une augmentation significative des investissements pour parvenir à une couverture universelle en matière d'eau et d'assainissement d'ici à 2030. Les fonds existants ne parviennent souvent pas à atteindre les populations les plus vulnérables et négligent l'assainissement et l'hygiène.

Pour remédier à cette situation, nous demandons à chaque État d'allouer chaque année un pourcentage prédéfini du PIB au secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, et de mettre en œuvre une législation interdisant toute réduction future. Les États devraient donner la priorité aux populations marginalisées en les identifiant de manière approfondie et en leur allouant des financements et des subventions ciblés. Les mesures de transparence et de lutte contre la corruption sont essentielles pour garantir l'intégrité de la gestion budgétaire, tandis qu'un financement accru pour l'adaptation au changement climatique et l'adhésion au principe du pollueur-payeur sont nécessaires.

Au niveau international, l'aide publique au développement (APD) consacrée au secteur WASH devrait augmenter de manière significative, en mettant l'accent sur l'assainissement. L'aide doit être ciblée au niveau local, en donnant la priorité aux zones et aux populations vulnérables, et les bailleurs doivent être tenus responsables de leur financement.

UN CADRE MULTILATÉRAL RENOUVÉLÉ

Pour remédier à l'absence de politiques internationales contraignantes en matière d'eau, nous plaidons en faveur d'un cadre multilatéral rénové. Actuellement, les Nations unies n'ont pas d'organe dédié à la gestion de l'eau, malgré son importance pour la géopolitique et la paix. Les États devraient prioriser l'eau au niveau diplomatique, s'engager à participer régulièrement aux conférences de haut niveau, ratifier les conventions de coopération sur les eaux transfrontalières et établir des accords régionaux pour l'accès à l'information et la participation du public. L'eau devrait figurer systématiquement dans les conférences internationales sur la santé, l'alimentation et le changement climatique, et être intégrée dans les plans d'adaptation nationaux. Il est nécessaire d'apporter une réponse internationale solide aux catastrophes humanitaires liées à l'eau, d'augmenter le financement de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène dans les plans humanitaires et de condamner l'utilisation de l'eau comme arme de guerre. Un leadership politique urgent et une coopération multilatérale sont essentiels.

La coalition des ONG de l'Effet Papillon appelle à

- La nomination rapide d'un envoyé spécial pour l'eau auprès du secrétaire général des Nations unies, soutenu par un conseil consultatif représentant tous les principaux groupes des Nations unies.
- Adopter une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies établissant des réunions intergouvernementales régulières de haut niveau pour donner la priorité aux questions relatives à l'eau et accélérer les progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable n° 6.

L'EFFET PAPILLON

AU 10ÈME FORUM MONDIAL DE L'EAU (BALI, 18-25 MAI 2024)

Le Forum mondial de l'eau est le plus grand rassemblement international pour discuter des questions liées à l'eau et à l'assainissement. Il offre une plateforme unique aux diverses parties prenantes pour se connecter, échanger des idées et défendre les questions liées à l'eau à l'ordre du jour mondial. Assurer une participation inclusive, en particulier de la société civile, est essentiel pour mettre en œuvre efficacement les Objectifs de développement durable à l'horizon 2030 et garantir un accès équitable aux services EAH.

La société civile joue un rôle crucial dans ces discussions, en défendant les communautés marginalisées et en promouvant la cohésion sociale et la démocratie participative. Bien qu'ils soient confrontés à des défis tels que le rétrécissement de l'espace civique et les régimes autoritaires, les mouvements de la société civile continuent de pousser au changement et de défendre les valeurs démocratiques dans le monde entier.

Cependant, nous sommes découragés par le soutien insuffisant apporté par les organisateurs du 10e Forum mondial de l'eau à la participation de la société civile. Malgré le rôle vital que joue la société civile, il y a un manque notable de facilitation et d'encouragement pour leur implication dans les procédures du forum (frais d'inscription élevés qui empêchent la plupart des OSC de participer à l'événement ; absence d'un appel ouvert au sponsoring pour soutenir la participation ; manque d'anticipation et de transparence dans l'existence et l'accès au soutien financier).

Alors que nous sommes confrontés à des incertitudes environnementales, politiques et sociales, la voix de la société civile devient de plus en plus vitale pour conduire une transformation positive. L'Effet Papillon s'engage à renforcer la société civile et à encourager la collaboration au-delà des frontières et des secteurs pour construire un monde durable et équitable.

Concernant la Déclaration ministérielle, nous exprimons notre consternation face au manque apparent de traitement innovant des enjeux et, dans certains cas, à la régression observée dans des aspects critiques de la gouvernance de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène. Ceci est particulièrement évident en ce qui concerne les dimensions des droits de l'homme associées à ces domaines essentiels.

Nous soulignons l'importance d'un suivi et d'une évaluation solides et transparents de tous les engagements pris au cours des différentes éditions du Forum mondial de l'eau, en encourageant les liens entre les processus régionaux, thématiques et politiques. Nous soutenons la déclaration de Dakar et espérons une continuité entre les engagements pris à Dakar et ceux de Bali, ainsi qu'un suivi rigoureux lors des prochains forums. En outre, le forum de Bali devrait contribuer aux prochaines conférences des Nations unies sur l'eau, prévues pour 2026 et 2028, et assurer un suivi complet des engagements antérieurs. Pour atteindre les objectifs de développement durable, il est essentiel de renforcer les synergies entre les événements internationaux du secteur de l'eau et le Forum mondial de l'eau afin d'harmoniser les efforts.



NOS MESSAGES SUR LES THÈMES DU FORUM



THÈME GÉNÉRAL : "L'EAU POUR UNE PROSPÉRITÉ PARTAGÉE"

Les représentants de la société civile plaident en faveur de "l'eau pour une prospérité partagée" en mettant l'accent sur la préservation, la conservation et la restauration des ressources naturelles. Nous promovons des approches de gestion de l'eau inclusives qui donnent la priorité aux besoins des communautés tout en préservant les écosystèmes. Cela implique un accès équitable, une gouvernance transparente et des pratiques durables afin de garantir le rôle de l'eau dans la promotion de la prospérité pour tous.

1. Sécurité de l'eau et prospérité

Nous soulignons l'importance cruciale de sécuriser les ressources en eau pour toutes les parties prenantes, tout en plaçant pour des stratégies de gestion de l'eau inclusives qui garantissent la résilience face aux risques liés à l'eau. Des plans de mise en œuvre à tous les niveaux sont essentiels pour faire face efficacement aux risques liés à l'eau et renforcer la résilience face aux défis.

Nous insistons sur l'importance de la sobriété, du changement des habitudes de consommation et de la réduction de l'utilisation de l'eau pour promouvoir la durabilité. Ces actions sont essentielles pour minimiser notre impact sur l'environnement et préserver les ressources

2. L'eau pour l'homme et la nature

Nous reconnaissons le lien vital entre l'eau et les écosystèmes et plaçons en faveur d'une gestion holistique de l'eau au service des communautés humaines et non humaines. Cela implique des pratiques durables en matière d'eau, garantissant un accès équitable et la préservation des écosystèmes, dans le cadre d'une approche fondée sur les droits de l'homme. Consciente des crises humanitaires exacerbées par la pénurie d'eau, la société civile exige une gouvernance transparente axée sur la durabilité et la conservation à long terme. En promouvant les techniques ancestrales, nous visons une relation équilibrée et résiliente avec l'eau pour les générations à venir.

3. Réduction et gestion des risques de catastrophes

La réduction des risques de catastrophes (RRC) et la gestion de l'eau sont essentielles pour renforcer la résilience face aux catastrophes naturelles et au changement climatique. La société civile souligne l'importance d'une évaluation approfondie des risques, d'une gestion intégrée des ressources en eau, de systèmes d'alerte précoce et de mesures d'anticipation. Nous plaçons en faveur d'une infrastructure de l'eau résiliente et de l'engagement des communautés dans la prise de décision. Le renforcement des cadres politiques et des capacités institutionnelles à tous les niveaux est également mis en avant. Dans l'ensemble, nous encourageons les approches collaboratives qui donnent la priorité au bien-être des communautés et à la préservation des écosystèmes.

4. Gouvernance, coopération et hydrodiplomatie

Une gestion efficace de l'eau nécessite une gouvernance transparente et une coopération à tous les niveaux – local, régional, national, bassin, transfrontalier, supranational et international. Une collaboration urgente est nécessaire pour résoudre les conflits liés à l'eau et empêcher sa militarisation. En faisant de l'eau un moyen de coopération plutôt que de conflit, nous pensons favoriser des relations pacifiques et faire progresser les objectifs de développement durable.

Dans l'ensemble, nous plaçons pour un renforcement des structures de gouvernance et des mécanismes de coopération afin de garantir une gestion équitable et durable des ressources en eau pour tous.

5. Financement durable de l'eau

Le financement durable de l'eau est essentiel pour garantir un accès équitable à l'eau potable et à l'assainissement, mais le modèle de recouvrement intégral des coûts n'est plus une option. La société civile soutient l'augmentation des financements, en donnant la priorité aux communautés marginalisées et aux pratiques durables respectueuses de l'environnement, en mobilisant des fonds nationaux et internationaux et en promouvant des tarifs équitables et transparents, conformément aux critères d'accessibilité financière du droit humain à l'eau et à l'assainissement. L'accent est mis sur l'allocation de ressources pour des infrastructures adaptées au contexte, le contrôle de la pollution en mettant l'accent sur les institutions qui profitent de la dégradation de l'environnement, et l'adaptation et la restauration du climat, avec un appel à la responsabilité et à la transparence sur la manière et les raisons de l'allocation du budget. Une approche holistique équilibrant les besoins de la société, de l'environnement et des générations futures est nécessaire.

6. Connaissance et innovation

La connaissance et l'innovation sont essentielles au développement durable et au bien-être des communautés. Nous préconisons un investissement accru dans la recherche et l'éducation afin d'améliorer les infrastructures WASH, en mettant l'accent sur des solutions innovantes en matière de gestion des déchets et d'assainissement pour les régions mal desservies. L'accent est mis sur le partage des connaissances et le renforcement des capacités afin de donner aux communautés les moyens de relever leurs défis en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène. La promotion d'une culture de l'innovation et de l'échange de connaissances vise à accélérer l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement. L'intégration des connaissances traditionnelles et indigènes dans les initiatives WASH est également préconisée en raison de leurs précieuses connaissances en matière de gestion durable de l'eau.

UNE ACTION URGENTE DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE dans le domaine de l'eau est d'autant plus nécessaire que les crises et les conflits se multiplient et que les effets du changement climatique sur les ressources en eau se font de plus en plus sentir

La coalition d'ONG l'Effet Papillon condamne avec véhémence l'utilisation de l'eau comme arme dans les conflits, qui aggrave encore les souffrances de populations déjà vulnérables. Nous exprimons notre vive inquiétude face à l'escalade de la militarisation de l'eau et soulignons que l'accès à l'eau potable et à l'assainissement sont des droits humains inaliénables, comme le reconnaissent les Nations Unies (A/RES/64/292). Refuser l'accès à l'eau est une violation du droit humanitaire international et constitue un crime de guerre au sens des conventions de Genève. En outre, nous rappelons que la résolution 2417 du Conseil de sécurité condamne l'utilisation de la famine comme arme de guerre, reconnaissant ainsi le lien étroit entre la sécurité alimentaire, l'eau, la paix et l'énergie.

Face à l'utilisation croissante de l'eau comme arme de guerre, nous devons nous concentrer sur la promotion du dialogue, de la coopération et de la paix. La recrudescence des violences liées à l'eau en Europe de l'Est, au Moyen-Orient, en Asie et en Afrique souligne la nécessité urgente de désamorcer les tensions entre les nations.

En outre, il est impératif de protéger et de préserver les ressources naturelles, en particulier l'eau, compte tenu de la multiplication des conflits et de l'aggravation des effets du changement climatique. La promotion de la paix et de la coopération est d'autant plus importante que de plus en plus de personnes souffrent des effets du changement climatique. Nous sommes déterminés à défendre le droit à l'eau au niveau mondial, car nous reconnaissons qu'il est essentiel à une vie digne et à une paix durable. Nous croyons fermement au pouvoir transformateur de l'eau en tant que catalyseur de la paix, du dialogue et de la solidarité.

La communauté internationale a une responsabilité importante dans la facilitation de la mise en œuvre des décisions individuelles et collectives pour accélérer les efforts d'ici 2030.

Un engagement politique international fort en faveur des questions liées à l'eau et de la préservation de cette ressource vitale est impératif.

L'eau étant notre ressource la plus précieuse, il n'y a pas de temps à perdre.

L'INITIATIVE DE PLAIDOYER DE L'EFFET PAILLON

L'Effet Papillon, qui regroupe plus de 150 ONG/OSC locales et internationales, a lancé une vaste consultation de ses membres en 2021, engageant plus de 180 représentants d'organisations. Cet effort a abouti à un document d'orientation présenté au 9e Forum mondial de l'eau à Dakar en 2022. Consciente de l'importance de maintenir la continuité au milieu d'un flot d'événements et de déclarations liés à l'eau, la société civile a la responsabilité unique d'assurer la cohérence entre les résultats des conférences des Nations unies sur l'eau et les forums mondiaux de l'eau afin d'accélérer les actions visant à résoudre la crise de l'eau. L'objectif est d'amplifier efficacement la voix et l'expérience de la société civile. Cette prise de position présente les principales demandes politiques identifiées par notre réseau à l'attention de la communauté internationale.

L'Effet Papillon est coordonné par le Secrétariat international de l'eau.



Les membres du comité directeur de l'Effet Papillon



Avec le soutien de*:



*Les opinions exprimées dans ce document ne représentent pas les opinions officielles des organisations qui fournissent un soutien financier.

CONTACTS



butterflyeffectcoalition@gmail.com



www.effetpapillon.org



[@ButterflyEffectNgoCoalition](https://www.facebook.com/ButterflyEffectNgoCoalition)



[@BEEffectCoal](https://twitter.com/BEEffectCoal)